

Perspectives de l'économie mondiale du FMI : « Une croissance trop faible depuis trop longtemps »

Le FMI a publié le mardi 12 avril ses perspectives économiques mondiales (PEM) dans lesquelles il souligne la fragilité de l'économie mondiale : « la reprise de l'économie mondiale se poursuit, mais elle est toujours plus lente et de plus en plus fragile ». Pour Maurice Obstfeld, Conseiller économique et Directeur du département des études du FMI « Moins de croissance, cela signifie moins de droit à l'erreur » et il ajoute, « une croissance anémique persistante laisse des séquelles, qui ont pour effet de ralentir la croissance potentielle, et, du même coup, la demande et les investissements ». Dans les Pays avancés, selon les projections du FMI la croissance devrait atteindre 1,9 % en 2016 et 2 % en 2017. Aux États-Unis, la croissance devrait s'établir à 2,4 % en 2016 et suivre une progression modérée en 2017. Dans la zone Euro, le FMI prévoit une croissance de 1,5 % cette année et de 1,6 % en 2016, soit une baisse respectivement de 0,2 % et de 0,1 % par rapport aux précédentes perspectives de l'économie mondiale établies pour 2016. Au Japon, la baisse conjuguée de la croissance, et de la consommation privée génèrent un affaiblissement du taux de croissance attendue avec 0,5 % en 2016 et -0,1 % en 2017.

Perspectives de l'économie mondiale : <http://www.imf.org/external/ns/loe/cs.aspx?id=3>

Présentation des PEM dans le Bulletin du FMI : <http://www.imf.org/external/French/pubs/ft/survey/so/2016/NEW041216AF.htm>

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

Banque de France

Rue de la Banque N° 24 - Mai 2016 : Les chocs de demande étrangère se répercutent-ils sur les ventes des entreprises en France ?

Une interaction est observée entre les exportations des entreprises et leurs ventes sur le marché national. Des estimations réalisées à partir de données d'entreprises françaises montrent qu'une hausse (respectivement une baisse) de 10 % des exportations de ces entreprises engendre, la même année, une progression (respectivement une réduction) de leurs ventes en France comprise entre 1 % et 3 %. Cette forte interaction entre les ventes des entreprises sur leurs différents marchés peut résulter de contraintes de financement à court terme qui rendent les entreprises plus sensibles à leur environnement international. Pendant la crise, la forte contraction de la demande enregistrée sur certains marchés de la zone euro a pu affecter l'activité des entreprises françaises sur le marché national, notamment les plus fragiles.

https://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfgrandesdates/RDB-24-Choc.pdf

Union européenne

Chômage

Dans la zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 10,2 % en mars 2016, en baisse par rapport au taux de 10,4 % enregistré en février 2016 et à celui de 11,2 % de mars 2015. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans la zone euro depuis août 2011. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 8,8 % en mars 2016, en baisse par rapport au taux de 8,9 % de février 2016 et à celui de 9,7 % de mars 2015. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans l'UE28 en 7 ans, depuis avril 2009. Eurostat estime qu'en mars 2016, 21,419 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 16,437 millions dans la zone euro. Par rapport à février 2016, le nombre de chômeurs a diminué de 250 000 dans l'UE28 et de 226 000 dans la zone euro. Comparé à mars 2015, le chômage a baissé de 2,091 millions de personnes dans l'UE28 et de 1,477 million dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles en mars 2016 ont été enregistrés en République tchèque (4,1 %) ainsi qu'en Allemagne (4,2 %). Les taux de chômage les plus élevés ont été relevés en Grèce (24,4 % en janvier 2016) et en Espagne (20,4 %).

Publications au Journal officiel

Décret n° 2016-499 du 22 avril 2016 portant publication de la convention du Conseil de l'Europe du 16 mai 2005 relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime et au financement du terrorisme (ensemble une annexe), signée par la France à Strasbourg le 23 mars 2011

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000032447119&categorieLien=id>

Décret n° 2016-459 du 13 avril 2016 portant publication de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Association des États de la Caraïbe définissant les modalités de participation de la région Martinique à l'Association des États de la Caraïbe, en tant que membre associé, signé à Carbet, Martinique, le 11 avril 2014, de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Association des États de la Caraïbe définissant les modalités de participation de la région Guadeloupe à l'Association des États de la Caraïbe, en tant que membre associé, signé à Basse-Terre, Guadeloupe, le 14 avril 2014, du protocole modifiant l'accord signé à Mexico le 24 mai 1996 entre le Gouvernement de la République française et l'Association des États de la Caraïbe définissant les modalités de la participation de la République française à l'Association des États de la Caraïbe en tant que membre associé au titre de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Martinique, signé à Port-d'Espagne, République de Trinité-et-Tobago, le 16 avril 2014

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000032401874&categorieLien=id>

SUIVI DE PLACE ET ACTIVITÉS DE L'INSTITUT

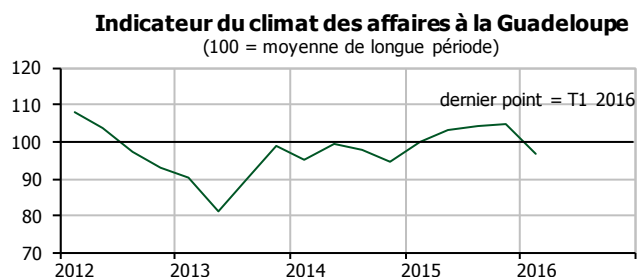
Détérioration du climat des affaires au 1^{er} trimestre 2016

L'indicateur du climat des affaires (ICA) diminue au premier trimestre 2016 (-7,6 points). Après s'être stabilisé au dernier trimestre 2015, il passe en dessous de sa moyenne de longue période pour la première fois depuis fin 2014, pour s'établir à 97,1 points.

Cette évolution s'explique en partie par l'appréciation négative portée par les chefs d'entreprise sur le trimestre écoulé, l'ensemble des soldes d'opinion étant orienté à la baisse.

Les anticipations pessimistes des professionnels sur le trimestre à venir contribuent également à la détérioration de l'indicateur.

Cette note publiée par l'Iedom Guadeloupe est téléchargeable librement sur le site : <http://iedom.fr/>



Source : Enquête de conjoncture IEDOM

Des besoins en main-d'œuvre en hausse en 2016

Publiée annuellement, l'enquête « Besoins en main-d'œuvre » (BMO) réalisée fin 2015 par le Crédoc et Pôle emploi, indique une forte progression des projets de recrutement dans la région Guadeloupe pour 2016 : un peu plus d'un établissement sur quatre se déclare prêt à embaucher cette année (25,9 % contre 24,7 % en 2015).

Avec 11 558 projets d'embauche (+17 % par rapport à 2015), les besoins en main-d'œuvre augmentent dans tous les secteurs, hormis l'industrie (-2 %). Les services voient leurs intentions d'embauche progresser de 19 % par rapport à 2015, de même que le secteur de la construction qui se place en tête (+29 %). Les intentions progressent moins fortement dans le commerce (+12 %) et dans l'ensemble « industrie agroalimentaire (IAA) et agriculture » (+5 %). Les besoins proviennent majoritairement des plus grandes entreprises (au-delà de 100 salariés), dont le nombre de projets de recrutement a doublé. En ce qui concerne la répartition géographique, c'est dans la commune de Baie-Mahault, poumon économique de l'archipel, qu'est recensé le plus grand nombre de projets, suivi par la commune des Abymes et la collectivité de Saint-Martin. Plus du tiers des projets d'embauche sont considérés comme difficiles (38,5 %) : à l'exception de l'industrie, tous les secteurs anticipent des difficultés croissantes (+6,5 points par rapport à 2015). La part des embauches à caractère saisonnier progresse quant à elle de 12,3 points. Elle représente près de 40 % des besoins en main-d'œuvre de la région et demeure la plus élevée dans l'ensemble « IAA et agriculture » (63,9 %).

Source : <http://bmo.pole-emploi.org/>

BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Campagne sucrière : 235 215 tonnes livrées

Depuis son lancement le 9 mars, la campagne sucrière se poursuit en Guadeloupe « continentale » et à Marie-Galante. Au 1^{er} mai, 235 215 tonnes de cannes ont été livrées dans les sucreries et distilleries de l'archipel. 80 % de ce tonnage résultent de la production des trois bassins canniers de la Guadeloupe « continentale » (Sud-centre Grande-Terre, Nord Grande-Terre et Basse-Terre), qui ont livré 188 149 tonnes, soit près de 52 % des prévisions de la campagne 2016 (pour la Guadeloupe « continentale »). À Marie-Galante, 47 066 tonnes ont été livrées à la sucrerie locale, ce qui représente près de 70 % des prévisions de campagne de l'île. Le directeur de la Société d'intérêt collectif agricole de Marie-Galante (SICAMA) a annoncé que celles-ci pourraient être revues à la hausse au vu de la pluviométrie particulièrement favorable tout au long de la campagne.

Inquiétudes dans le secteur du BTP

Les responsables du BTP se sont rassemblés le 6 mai dernier afin de partager leurs inquiétudes sur l'avenir du secteur. Dépendant de la construction de logements sociaux, le BTP pâtit notamment de la baisse de la demande qui lui est adressée à ce titre. Bien que le Plan logement Outre-mer signé récemment prévoit un objectif de construction de 2 000 logements sociaux par an en Guadeloupe, cette mesure n'est pas jugée suffisante par les responsables du secteur. Lors de leur dernière rencontre avec la Ministre des Outre-mer, George Paul-Langevin, cette dernière leur a annoncé le déblocage de 13 dossiers de défiscalisation dont trois qui concernent la Guadeloupe. La profession qui a perdu un tiers de ses effectifs depuis 2009 (-3 500 emplois) a également évoqué le problème des délais de paiement des Collectivités locales, autre élément qui pèse sur la vitalité du secteur.

Consommation : la fin de l'itinérance Outre-mer

Depuis le 1^{er} mai 2016, les dispositions adoptées en octobre dernier dans la loi sur la modernisation du droit en Outre-mer sont entrées en vigueur. Celles-ci viennent entériner la fin des frais de « roaming » (surcoûts à l'itinérance) qui s'appliquaient jusqu'alors. Les clients des opérateurs mobiles sont exemptés de tous frais supplémentaires entre l'hexagone et l'Outre-mer, et entre les Outre-mer.

Cap Excellence : premières rencontres économiques territoriales

Le 11 mai 2016, la communauté d'agglomération de la région pointoise a réuni, pour la première fois en un même lieu, une vingtaine de partenaires publics et privés. L'objectif de ces rencontres était d'accompagner les porteurs de projets et les entreprises existantes. Le schéma de développement de l'agglomération ainsi que le Pasesc, le Plan d'actions stratégiques économiques, ont été présentés à cette occasion. 55 actions jusqu'en 2022, assorties d'un financement de 53 millions d'euros, sont déclinées dans ce plan. La requalification de la zone d'activité économique (Beausoleil, La Jaille, Dugazon de Bourgogne et le centre-ville de Pointe-à-Pitre) et l'aménagement d'un pôle excellence des métiers de la mer et d'un marché alimentaire de gros, constituent deux actions phares.

Selon Georges Daubin, 2^e vice-président de Cap Excellence et président délégué de la commission économique qui a porté le projet, ces rencontres économiques territoriales sont appelées à avoir lieu tous les deux ans, l'objectif étant de stimuler la création d'emploi et de baisser le chômage.

ACTUALITÉS RÉGIONALES

Saint-Barthélemy, le trafic à l'aéroport en hausse au 1^{er} trimestre 2016

Au 1^{er} trimestre 2016, que l'aéroport a enregistré une croissance de 6,2 % par rapport à la même période l'an passé. Ce sont ainsi 62 387 passagers commerciaux qui ont été enregistrés. Si l'international a progressé de 4,5 % et a enregistré 50 909 passagers en ce premier trimestre 2016, le trafic national a augmenté plus encore (+14,6 %), tiré par les liaisons avec l'aéroport de Pointe-à-Pitre en Guadeloupe (+18,6 %).

Saint-Martin, bilan de la campagne de l'impôt sur le revenu de 2014

L'analyse de l'exercice fiscal de l'année 2015 permet de comprendre les différentes répartitions de l'impôt sur le revenu au sein de la Collectivité. Sur les 17 000 déclarations saisies par les agents du service fiscal, 75 % ont été le fait de foyers non imposables. À Saint-Martin, ce sont donc 25 % des foyers qui produisent la totalité des recettes fiscales. Aline Hanson, Présidente de la Collectivité précise qu'en ne tenant compte que des seuls résidents fiscaux saint-martinois (les personnes ayant leur domicile fiscal à Saint-Martin), le taux de foyers non imposables atteint 79 % : deux résidents sur dix sont ainsi imposables.

Atteignant 11,2 millions d'euros, les recettes fiscales de la Collectivité sont en augmentation de 45 % par rapport à l'année précédente. Selon la Présidente de la Collectivité, cette évolution tient principalement au recouvrement plus efficace, malgré les 13 000 comptes débiteurs de l'impôt sur le revenu, sur la ou les années précédentes, qui restaient toujours non soldés au 31 décembre 2015.

PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE RÉFÉRENCE

					Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (Source : Insee)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 2015)	Guadeloupe France entière	Mars	2016	99,6 100,0	0,3 % 0,7 %	-0,4 % -0,1 %
Demandeurs d'emploi (Source : Dicccte)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) (données CVS)		Mars	2016	55 920	-0,8 %	-3,2 %
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Exportations (en cumul - millions d'euros) Importations (en cumul - millions d'euros)		Mars	2016	43,7 578,3	- -	-8,6 % -5,3 %
Créations d'entreprises (Source : Insee)	Nombre d'entreprises créées (hors auto-entreprises)		Mars	2016	369	-1,6 %	-4,4 %
Vulnérabilité des ménages (Source : Jedom)	Personnes physiques en interdiction bancaire Retraits de cartes bancaires (Flux)		Cumul annuel	2016	1 102	-	1,5 %
			Avril	2016	19 017 564	0,1 % 35,3 %	-3,9 % 45,0 %

INDICATEURS SECTORIELS

					Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (Source : Aéroport Pôle Caraïbe)	Nombre de passagers (entrées + sorties, hors transit)		Mars	2016	217 119	3,5 %	13,6 %
			Cumul annuel	2016	637 345	-	10,2 %
Trafic maritime (Source : Guadeloupe Port Caraïbe)	Trafic net de marchandises (tonnes)		Mars	2016	276 085	5,8 %	7,7 %
	Nombre de passagers (entrées + sorties)		Mars	2016	95 035	-10,5 %	-2,0 %
Immatriculations (Source : Préfecture)	Immatriculations de véhicules neufs		Avril	2016	1 297	6,6 %	8,4 %
			Cumul annuel	2016	4 943	-	0,5 %
Consommation de ciment (Source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)		Avril	2016	16 211	-4,2 %	-5,1 %
			Cumul annuel	2016	63 536	-	-3,5 %

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Publication : « Synthèse économique annuelle 2015 »



La situation économique de la Guyane est restée globalement atone en 2015 même si quelques signes d'amélioration ont été observés. Depuis le premier trimestre 2015, l'indicateur du climat des affaires s'est progressivement redressé mais demeure encore éloigné de sa moyenne de longue période. En parallèle, malgré une faible inflation, la consommation des ménages a été peu dynamique. Les entreprises ne sont guère plus enclines à investir que lors de l'année précédente. Enfin, la situation sur le marché du travail ne s'améliore pas même si le nombre de jeunes demandeurs d'emploi de moins de 25 ans inscrits sur à Pôle Emploi s'est contracté significativement.

La fragilité de l'économie est perceptible dans la plupart des secteurs d'activité. En effet, alors que les volumes d'affaires du secteur primaire, de l'industrie spatiale sont bien orientés et que celui du secteur tourisme se maintient, ceux des secteurs de la construction, du commerce, des services demeurent en retrait.

Cette publication de l'Iedom est disponible gratuitement sur le site : www.idom.fr/Guyane.

BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Carburants

L'arrêté préfectoral établi, à compter du 1^{er} mai 2016, le prix de vente au détail pour le gazole à 1,19 €/litre (-3 centimes) et à 1,51 €/litre pour l'essence (+8 centimes). Le prix de la bouteille de gaz est fixé à 19,26 € contre 19,68 € en avril, soit une baisse de 42 centimes.

Prix à la consommation

En mars 2016, les prix à la consommation des ménages en Guyane sont stables (+0,0 % après -0,3 % pour le mois précédent). Ceci s'explique par la stabilité des prix du tabac (+0,0 %) et de la quasi stabilité de ceux des services (-0,1 %).

Sur un an, l'indice des prix en Guyane recule de 0,2 %. Les prix de l'énergie et des produits manufacturés ont diminué (respectivement de -6,1 % et -0,6 %), alors que ceux des produits de l'alimentation et des services, progressent respectivement de +1,3 % et +0,2 %.

En glissement annuel, l'inflation en Guyane se situe au même niveau que celle observée en France hexagonale (-0,2 %) et demeure inférieure à celle constatée à la Réunion (+0,2 %). En revanche, l'inflation est supérieure à celle enregistrée en Guadeloupe (-0,4 %) et en Martinique (-0,4 %).

BTP

Le mardi 10 mai, le Schéma d'aménagement régional (SAR), élaboré en 2015 par l'ancien Conseil Régional, a été approuvé par le Conseil d'État. Pour l'occasion, le président de la CTG, Rodolphe Alexandre, entouré d'autres membres de la CTG et de la directrice de l'Agence d'urbanisme et de développement de la Guyane (AUDeG), Juliette Guirado, ont fait le déplacement à Paris. Désormais, il reste à obtenir la signature du décret par le gouvernement ce qui, selon la CTG, devrait se réaliser dans les prochaines semaines. Par ailleurs, l'opération d'intérêt national (OIN) annoncée par la ministre des Outre-mer, Mme George Pau-Langevin lors de son déplacement en Guyane, sera réalisée sur les zones retenues par le SAR.

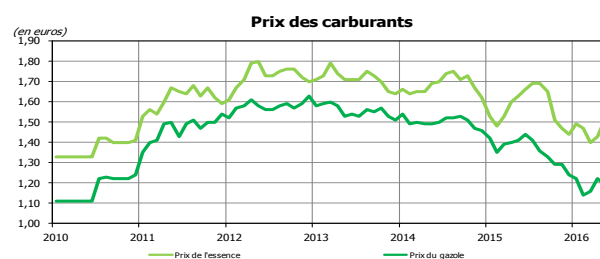
Spatial

Le 25 avril dernier, le lanceur Soyuz, pour son quatorzième lancement et premier de l'année 2016, a mis en orbite avec succès depuis le Centre spatial guyanais (CSG), cinq satellites. Le satellite d'observation radar Sentinel-1B (2 164 kg), 3^{ème} satellite du programme Copernicus (après Sentinel-1A en 2014 et Sentinel-2A en 2015) a été lancé pour le compte de la Commission européenne dans le cadre d'un contrat avec l'Agence Spatiale Européenne (ESA). Le programme Copernicus a pour objectif de fournir des informations opérationnelles sur les terres émergées, les océans et l'atmosphère terrestre. Ainsi, Sentinel-1B et Sentinel-1A fourniront une couverture entière de la terre en moins de six jours, à tout moment et par tout temps.

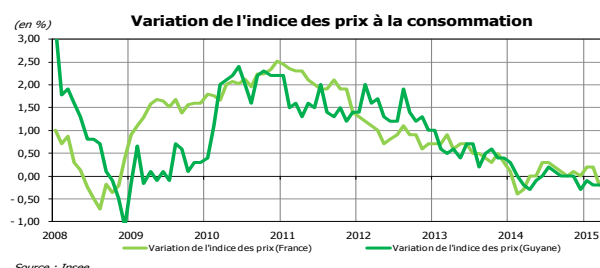
Le satellite Microscope (Micro-Satellite à traînée Compensée pour l'Observation du Principe d'Équivalence, 303 kg) du CNES permettra de tester de façon empirique et précise, l'universalité de la chute libre, érigée en principe d'équivalence par Albert Einstein. L'enjeu est important car si une dérogation à ce principe était observée, ce serait un évènement crucial pour la physique fondamentale.

Les trois satellites du projet CubeSats (3 kg au total), réalisé dans le cadre du programme éducatif « Fly Your Satellite! » de l'ESA (en collaboration étroite avec plusieurs universités européennes), permettront de tester de nouvelles technologies. D'ailleurs, ce programme éducatif permettra aux étudiants qui ont participé au projet de compléter leur cursus universitaire tout en les préparant à une carrière dans le secteur spatial.

Ce troisième tir de l'année (après les 2 précédents d'Ariane), marque un nouveau succès pour la société Arianespace, qui se rapproche progressivement de son objectif prévu de 12 lancements pour l'année 2016.



Source : Prefecture



Source : Insee

ACTUALITES RÉGIONALES

Brésil

Le jeudi 12 mai dernier a été un jour historique pour le pays. Les sénateurs brésiliens ont voté en grande majorité (55 voix sur 81) la procédure de destitution de l'actuelle présidente Dilma Rousseff du Parti des travailleurs (PT). Celle-ci sera suspendue pour une durée de 6 mois, durée pendant laquelle le vice-président, Michel Temer, assurera l'intérim de la présidence et se déroulera son procès au Sénat, suite aux accusations de « maquillage » des comptes publics. La dernière étape consiste en un dernier vote du Sénat. La destitution sera définitive, si les deux tiers des sénateurs (soit 54 sur 81 sénateurs) votent en faveur de celle-ci. Dans l'attente et suite à la décision de Dilma Rousseff, tous les ministres seront limogés à l'exception des ministres du sport et du Président de la banque centrale par souci de ne pas nuire au déroulement des JO et d'éviter tout risque de choc financier. Néanmoins, le président par intérim envisage d'ores et déjà un certain nombre de mesures structurelles (ajustement budgétaire, réforme du système des retraites et de la législation du travail, etc.). Ainsi, si le prochain vote entérine la procédure de destitution, Michel Temer devra composer avec la crise politique et la pire récession jamais observée au Brésil depuis les années 1930, et assurer ses fonctions jusqu'à la fin du mandat de Dilma Rousseff, soit jusqu'en 2018.

Suriname

L'agence de notation financière internationale, Standard and Poor's, a revu à la baisse la notation du pays, celle-ci passe de BB- à B+ (avec perspectives négatives). Cette décision a été motivée par la diminution de plus d'un tiers des réserves internationales du pays (-700 MSRD soit -101 M€), par l'augmentation des dépenses de l'État, par la baisse des recettes tirées du secteur minier, et la chute des cours des matières premières (principalement l'or et le pétrole) ayant entraîné un recul de 32 % de la valeur des exportations de 2012 à 2015 et provoqué par conséquent un déficit commercial. Le déficit courant de la balance commerciale a atteint 800 MUSD (soit 716 M€), alimenté à la fois par la balance des biens et des services.

Par ailleurs, pour faire face à la récession qui affecte le pays, le gouvernement a sollicité l'aide du FMI. Une délégation du FMI s'est donc déplacée au Suriname entre le 30 mars et le 12 avril dernier dans le but d'analyser les causes de la crise et proposer des solutions. Un accord a été signé avec le gouvernement portant sur un programme économique réparti sur une durée de deux ans, soutenu par un prêt du FMI de l'ordre de 478 MUSD (428 M€), soit 9,2 % du PIB du pays. Toutefois, cet apport financier devrait contraindre le Suriname à appliquer d'importantes réformes structurelles de son économie, en particulier la réduction des dépenses publiques, la consolidation des recettes fiscales (notamment par la création d'une taxe sur la valeur ajoutée d'ici à 2018) et la recherche de nouvelles sources de revenus, hors exportation de matières premières (du fait de la chute de leurs cours sur les marchés internationaux).

République dominicaine

Le président sortant Danilo Medina (64 ans) du Parti de la libération dominicaine (PLD, le centre) a remporté dès le premier tour, l'élection présidentielle du dimanche 15 mai avec près de 62 % des voix contre 36 % pour son adversaire du Parti révolutionnaire moderne (PRM, social-démocrate), Luis Abinader (48 ans). Le renouvellement de son mandat de 4 ans (débuté en 2012), non autorisé à l'origine par la Constitution du pays, a été rendu possible grâce à une réforme constitutionnelle menée en 2015 autorisant un second mandat consécutif. Au total, plus de 6,5 millions de dominicains étaient attendus aux urnes lors du premier tour, dont près de 1 715 ressortissants résidant en Guyane.

SUIVI INDICATEURS CHIFFRÉS

Les variations mensuelles et annuelles sont corrigées des variations saisonnières et de l'effet jours ouvrés (CVS-CJO)

	Sur le mois	Indicateurs		Données brutes	Var. mensuelle CVS	Var. sur un an CVS	Sources
PRIX	↗	Prix à la consommation (indice base 100 en 1998, avec tabac)	Mars-16	99,4	[0,00%]	[-0,2 %]	Insee
	↕	Prix administré du litre d'essence	Jun-16	1,51	[2,1%]	[-10,6%]	Préfecture/Diectte
MARCHE DU TRAVAIL INDICATEURS SOCIAUX	↕	Demandeurs d'emploi (DEFM A)	Mars-16	23 060	[-0,5%]	[1,6%]	Pôle emploi
	↕	Nombre de bénéficiaires du RSA (1)	Mars-16	19 857	[-2,3%]	[6,6%]	Caf
	↕	Prestations nettes versées (1)	Mars-16 Cumul	11,7 M€ 34,2 M€	[5,9%] [4,8%]	[8,2%] [4,8%]	Caf
CONSOMMATION	↘	Importations de biens de consommation (BC) (2)	Mars-16 Cumul	15,7 M€ 41,0 M€	-3,8% -	5,4% 3,3%	Douanes
	↘	Ventes de véhicules neufs aux particuliers	Avr-16 Cumul	346 1 005	-7,7% -	2,4% 2,1%	Somafi
	↘	Importations de biens d'équipement (BE) (2)	Mars-16 Cumul	30,9 M€ 87,4 M€	-15,0% -	-4,5% 3,3%	Douanes
INVESTISSEMENT	↘	Ventes de véhicules utilitaires	Avr-16 Cumul	65 201	-11,9% -	-25,7% -7,3%	Somafi
	↗	Exportations (2)	Mars-16 Cumul	19,4 M€ 43,3 M€	79,7% -	31,8% 47,2%	Douanes
COMMERCE EXTERIEUR	↗	Importations (2)	Mars-16 Cumul	102,0 M€ 288,4 M€	7,4% -	6,0% 7,3%	Douanes
SPATIAL		Tirs effectués	Cumul à Avr-16	3 tirs (2 Ariane 5, 1 Soyouz)		3 tirs à Avr-15	Arianespace
		Satellites lancés	Cumul à Avr-16	7 satellites		5 satellites	
BTP	↘	Ventes de ciment (hors filler, liant et big bag)	Avr-16 Cumul	5 794 tonnes 25 884 tonnes	-27,4% -	-6,3% 33,3%	Ciments guyanais
INDUSTRIE	↗	Exportations d'or en volume (2)	Mars-16 Cumul	158 kilos 310 kilos	151,9% -	49,2% 47,2%	Douanes
	↗	Exportations d'or en valeur (2)	Mars-16 Cumul	5,1 M€ 9,6 M€	424,5% -	63,8% 26,2%	Douanes
	↘	Cours de l'once d'or	Avr-16	1 246,32 \$	[-0,4%]	[3,7%]	London Bullion Market Assoc./AFD
AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE	↘	Exportations de crevettes (2)	Mars-16 Cumul	62 tonnes 114 tonnes	-18,9% -	3,5% 60,2%	Douanes
	↗	Exportations de poissons (2)	Mars-16 Cumul	143 tonnes 290 tonnes	4,0% -	-7,3% 9,0%	Douanes
TOURISME	↗	Trafic de passagers (arrivées-départs-transits)	Déc-15 Cumul	40 902 463 085	2,3% -	1,7% 3,3%	CCIRG

[Données non CVS]

(1) Mise en place du RSA début 2011, remplaçant le RMI. Données non CVS compte tenu du nombre trop faible d'observations.

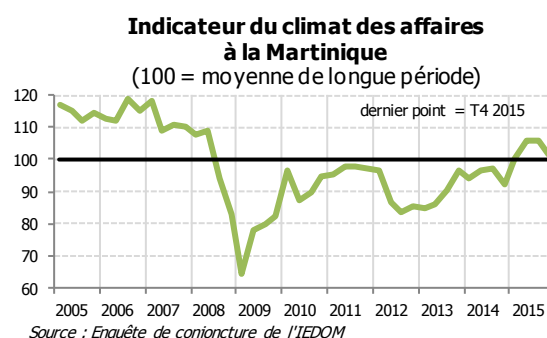
(2) Données provisoires ; les résultats du commerce extérieur sont issus des statistiques douanières provisoires qui sont révisables pendant 2 ans.

ACTUALITÉ DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Publication : synthèse économique de l'année 2015

L'IEDOM a publié la synthèse de l'évolution économique de la Martinique pour l'année 2015. Les premiers signes de redressement observés en 2014 se confirment mais les fondamentaux de l'économie restent trop fragiles pour attester d'une reprise franche et pérenne.

L'indicateur du climat des affaires progresse (+9,3 points sur un an). Il a franchi sa moyenne de longue période pour la première fois depuis 2008 et s'est maintenu au-dessus durant tout l'exercice 2015 pour s'établir à 101,5 en fin d'année. La situation du marché du travail reste structurellement dégradée mais s'améliore, avec un nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A en baisse (-2,3 % sur un an) et des offres d'emploi en hausse (+12,1 %).



Au niveau sectoriel, la situation est contrastée. L'agriculture et l'agroalimentaire enregistrent des résultats encourageants, alors que le BTP et les industries connexes sont à bout de souffle, en lien avec des perspectives incertaines. En dépit d'une inflation faible (+0,1 %), mais dans un contexte marqué par la prudence des agents économiques, l'activité commerciale souffre d'une demande encore hésitante. Dans le tourisme, le segment de la croisière gagne en dynamisme (+35,9 % de croisiéristes), contrairement à l'hôtellerie qui peine à se redresser.

En parallèle, l'activité financière reste dynamique pour l'ensemble des agents économiques. L'encours sain des crédits octroyés ainsi que les avoirs financiers sont en progression (respectivement de 5,7 % et de 4,2 % sur un an).

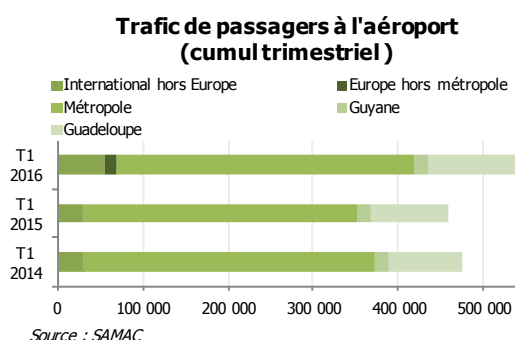
La publication est disponible sur le [site internet de l'agence IEDOM de Fort-de-France](#).

BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Trafic aéroportuaire au 1^{er} trimestre 2016 : le nombre de passagers s'accroît

Le trafic de passagers à l'aéroport Aimé Césaire enregistre une hausse de 17,6 % sur le premier trimestre 2016 par rapport à la même période en 2015.

Cette évolution est tirée par la progression du trafic international, grâce à la multiplication des liaisons avec l'Amérique du Nord (États-Unis et Canada) et à l'ouverture de lignes charter pour les croisiéristes embarquant en Martinique. Les passagers en provenance de ou à destination de l'étranger (y compris l'Europe) sont plus de deux fois plus nombreux qu'il y a un an, leur nombre passant de 29 727 à 68 624 (+130,8 %). La part du trafic international dans le total des mouvements de passagers a ainsi quasiment doublé en un an, passant de 6,5 % au 1^{er} trimestre 2015 à 12,7 % au 1^{er} trimestre 2016.



Pendant cette haute saison touristique, le trafic avec la métropole est également bien orienté (+9,1 % sur un an).

Enfin, les mouvements vers ou au départ de la Guadeloupe augmentent sensiblement (+13,1 %) sur le premier trimestre, tandis que le trafic avec la Guyane est stable (+0,3 % sur un an).

Progression des perspectives d'embauches en 2016

Le 12 avril 2016, Pôle emploi et le Crédoc (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie) ont dévoilé les résultats de l'enquête « Besoins en main-d'œuvre 2016 », qui évalue les perspectives d'embauches dans l'ensemble des régions métropolitaines et d'outre-mer. En recensant les profils recherchés par les entreprises, l'enquête permet d'orienter le financement des formations aux demandeurs d'emploi, afin qu'elles soient en adéquation avec les besoins du tissu économique local.

Selon cette étude, 28 % des établissements de la Martinique (soit 3 500 employeurs potentiels) ont l'intention de recruter en 2016, contre 25 % en 2015. Près de 9 500 projets de recrutement sont dénombrés à travers l'île, soit un millier de plus qu'un an auparavant (+12 %).

Si cette progression concerne l'ensemble des secteurs, c'est dans le commerce qu'elle est la plus marquée (+30 %). En termes de répartition, le secteur des services concentre toutefois la majorité des besoins en main-d'œuvre (62 %). Par ailleurs, un tiers (34,1 %) des projets de recrutement relève d'une activité saisonnière (principalement dans le BTP, la manutention, la vente et le secteur agricole), et une embauche sur quatre (27,4 %) est jugée difficile par les employeurs (pénurie de candidatures, profils inadéquats, démarches de recrutement lourdes, ...).

Le détail des résultats de l'enquête est disponible sur [le site de Pôle emploi](#).

Les prix de la Martinique restent supérieurs de 12,3 % à ceux de la métropole

Selon une enquête réalisée par l'INSEE en 2015, le niveau général des prix à la consommation en Martinique est supérieur de 12,3 % à celui de la France hexagonale. Le calcul de cet écart tient compte des différences de paniers de consommation sur les deux territoires et synthétise deux facteurs. D'une part, en conservant le même mode de vie, un ménage martiniquais résidant en France métropolitaine diminuerait son budget de consommation de 7,1 %. D'autre part, un ménage métropolitain devrait à l'inverse augmenter son budget de 17,1 % afin de conserver ses habitudes de consommation en Martinique. L'alimentation participe majoritairement à cet écart de prix. Ainsi, les prix des produits alimentaires sont plus élevés de 38,2 % en Martinique.

L'étude est disponible sur le [site internet de l'INSEE](http://site.internet.de/INSEE).

ACTUALITÉS RÉGIONALES

Commerce régional de la Martinique : des échanges encore embryonnaires

La Martinique échange peu avec son environnement régional. Hors produits pétroliers, les importations et les exportations avec les pays de la région (Amériques et Caraïbes, hors territoires français) s'élèvent respectivement à 99,8 et 6,9 millions d'euros en 2015. Bien qu'en progression par rapport à 2014 (+4,4 % et +47,6 % respectivement), elles demeurent marginales dans le commerce extérieur de la Martinique : 4,8 % des importations totales et seulement 3,3 % des exportations. Les principaux postes d'exportation sont les matériels de transport et les produits agroalimentaires à destination de l'Amérique du Nord (42,0 % et 10,2 % de la valeur totale des exportations régionales en 2015) et des Caraïbes (6,9 % et 8,1 %). S'agissant des importations, ce sont principalement des produits en caoutchouc et en plastique et des produits minéraux divers qui sont expédiés vers la Martinique, depuis l'Amérique du Sud (10,2 % des importations régionales) et l'Amérique du Nord (6,2 %) en particulier. Les produits agroalimentaires régionaux se retrouvent également souvent sur les étals martiniquais (12 % des importations régionales). Ils proviennent principalement des Caraïbes (6,9 % des importations régionales).

Alors que le potentiel d'échanges dans la région apparaît encore sous-exploité, la première édition du Salon caribéen du transport et de la logistique s'est tenue du 11 au 13 mai 2016 en Martinique, à l'initiative du *Cluster GAT Caraïbes Logistique et Transports*. Des représentants politiques ainsi que de nombreux organismes et opérateurs publics et privés du secteur, de nationalités différentes, étaient présents, dans le but de se coordonner pour saisir les opportunités de l'ouverture de nouveaux canaux au Panama et au Nicaragua, et créer un grand marché du transport et de la logistique à l'échelle de la Caraïbe. Au programme, plusieurs conférences, notamment autour de la place du marché caribéen au niveau mondial. Les participants ont également pu réagir à propos des réglementations douanières et fiscales, qu'ils jugent trop rigides.

Pour la Martinique, le salon était également l'occasion de réfléchir aux moyens d'accroître son potentiel commercial dans la région, les exportateurs locaux ayant rappelé qu'il était souvent moins économique d'expédier des marchandises depuis Fort-de-France que de passer via la métropole ; un paradoxe qu'ils souhaitent lever dans les années à venir.

PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE RÉFÉRENCE			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 2015)	- mars 2016	99,6	-0,3 %	-0,4 %
Chômage (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEMF A)	- mars 2016	42 980	-0,7 %	-3,5 %
Allocations chômage (source : Pôle emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle emploi	- décembre 2015	22 675	-1,5 %	-0,8 %
RSA (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés <i>Données consolidées</i>	- mars 2016	37 653	-	-16,3 %
Commerce extérieur (source : Douanes)	Importations (millions d'euros)	- mars 2016	223,0	+14,7 %	-9,1 %
	Hors produits pétroliers	- mars 2016	181,9	+7,4 %	-4,8 %
	Exportations (millions d'euros)	- mars 2016	29,8	+34,7 %	-39,8 %
	Hors produits pétroliers	- mars 2016	20,9	+75,7 %	+32,2 %
	Taux de couverture mensuel	- mars 2016	13,4 %	-	-6,8 pts
Grande distribution (source : DIECCTE)	Hors produits pétroliers	- mars 2016	11,5 %	-	+3,2 pts
	Chiffre d'affaires des hypermarchés (millions d'euros)	- février 2016 - cumul annuel	43,9 91,5	-7,6 %	-2,9 % +1,6 %
Indicateurs de vulnérabilité (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdiction bancaire	- mars 2016	15 465	-2,1 %	-1,0 %
	Personnes morales en interdiction bancaire	- mars 2016	2 361	-0,9 %	-3,2 %

INDICATEURS SECTORIELS			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (source : SAMAC)	Nombre de passagers (hors transit)	- mars 2016	187 651	+7,0 %	+23,0 %
		- cumul annuel	539 223		
Trafic maritime (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- janvier 2016	92 464	+109,6 %	+78,4 %
		- cumul annuel	-		
Construction (source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- avril 2016	14 972	-0,2 %	+1,3 %
		- cumul annuel	57 075		
Immatriculations (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- mars 2016	924	+23,0 %	+6,5 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- mars 2016	184	+39,4 %	+4,0 %
	Cumul annuel (VPN et VUN, hors bus, porteurs et tracteurs)	- mars 2016	3 219	-	+5,0 %

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Les émissions nettes cumulées de billets en 2015

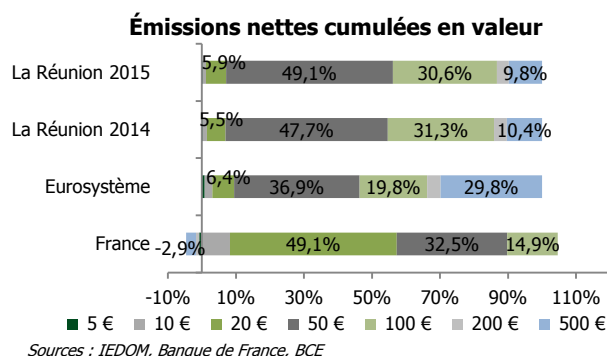
Au cours de l'année 2015, 114 millions de billets euros ont été émis à La Réunion, et 109 millions ont été retirés de la circulation, ce qui représente par différence une émission nette de 5,0 millions de billets (+22 % par rapport à 2014) soit une valeur totale de 263 millions d'euros, toutes coupures confondues.

A la fin de l'année 2015, l'émission nette cumulée de billets depuis l'origine de la mise en circulation de l'euro (1^{er} janvier 2002) atteint ainsi 67,6 millions de coupures pour une valeur cumulée théorique des billets en circulation dans le département de 3,8 milliards d'euros. Il convient néanmoins de préciser que ces billets ne sont pas tous en circulation dans le département. En effet, aux émissions nettes comptabilisées par l'Institut d'émission viennent s'ajouter ou doivent être retranchés les billets « importés » ou « exportés », à l'occasion des mouvements de voyageurs entre les pays de la zone Euro et La Réunion.

La BCE met fin à la production et à l'émission du billet de 500 euros

La BCE a décidé de mettre fin à la production des billets de 500 euros et à leur émission à la fin de l'année 2018. Cette décision est liée à une volonté de lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

La coupure de 500 euros sera donc exclue du programme de renouvellement de la gamme de billets, dite « série Europe ». Pour mémoire, la coupure de 5 euros a été renouvelée fin 2013, celle de 10 euros fin 2014 et celle de 20 euros fin 2015. Les billets de 500 euros actuellement en circulation garderont cours légal et pourront par conséquent continuer à être utilisés comme moyen de paiement et être échangés auprès des banques centrales nationales (l'IEDOM pour les DOM) sans limite de temps.



A la Réunion, la circulation de billets de 500 euros est estimée à 750 000 coupures (1,1 % du nombre total de billets en circulation), pour une valeur de 375 Millions d'euros (9,8 % de la valeur totale de billets en circulation).

A noter qu'en France, la circulation nette de billets de 500 euros y est négative, c'est-à-dire que davantage de billets de cette dénomination ont été retirés de la circulation qu'émis.

Publication de ratios sectoriels à La Réunion

L'IEDOM élabore des fascicules de ratios sectoriels, donnant, pour chaque ensemble d'entreprises exerçant la même activité une série de 30 ratios économiques et financiers regroupés par thèmes (activité, structure d'exploitation, capacité bénéficiaire, répartition des revenus et autonomie financière) pour les années 2013 et 2014. Ces ratios sont calculés à partir d'un échantillon représentatif d'entreprises ayant au moins deux bilans consécutifs saisis dans le Fichier des entreprises de la Banque de France (FIBEN).

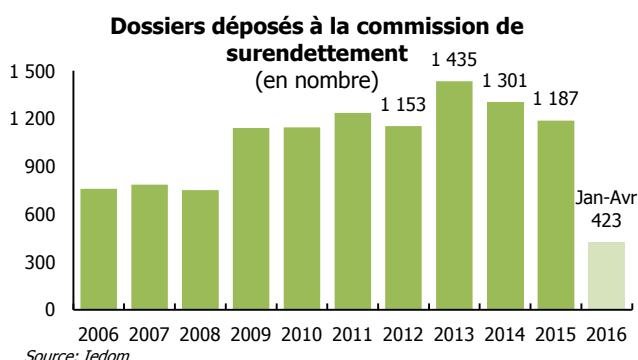
Les ratios sont disponibles sur le [site de l'IEDOM](#).

Publication de l'Observatoire des tarifs bancaires Outre-mer (mai 2016)

Selon le dernier Observatoire sur les tarifs bancaires, sur les six derniers mois, 10 tarifs sur 17 ont diminué ou sont restés stables (dont 4 demeurent gratuits) à La Réunion. Les frais de tenue de compte et les frais de cartes de paiement ont progressé. En revanche, les frais de retrait dans un DAB d'un autre établissement ainsi que les frais d'alerte SMS ont légèrement baissé. Par rapport à la France métropolitaine, tous les tarifs de l'échantillon sont inférieurs à La Réunion. Deux tarifs y sont même gratuits alors qu'ils sont payants en métropole (mise en place d'un prélèvement et abonnement internet).

La publication est disponible sur le [site de l'IEDOM](#).

Forte hausse du nombre de dossiers de surendettement en ce début d'année



Depuis le début de l'année 2016, le nombre de dossiers déposés devant la Commission de surendettement progresse fortement. Ainsi, 423 dossiers ont été déposés à fin avril 2016 contre 364 en 2015 sur la même période, soit une hausse de 16,2 %.

En 2015, 1 187 dossiers ont été déposés devant la commission de surendettement, soit une baisse de 8,8 % par rapport à 2014 après -9,3 % en 2014. Ces deux baisses successives font suite à une forte progression en 2013 (+24,5 %) et peuvent s'expliquer par un recours « plus normal » au surendettement, après les effets de la crise économique à La Réunion.

BRÈVES ÉCONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE

			Données brutes	Glissement mensuel	Glissement annuel
Prix (Insee, base 2015)	Indice général des prix à la conso. - La Réunion	Avril 2016	100,2	+0,9 %	+0,3 %
	IPC France entière		100,1	+0,1 %	-0,2 %
Octroi de mer (Trésorerie générale)	Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros)	Avril 2016	27 053	+5,4 %	+3,7 %
	Cumul (milliers d'euros)		100 136	-	+3,0 %
Commerce extérieur (Douanes)	Importations (millions d'euros)	Mars 2016	395,0	+10,4 %	+1,2 %
	Cumul (millions d'euros)	Cumul mars	1 110,3	-	+3,1 %
	Exportations (millions d'euros)	Mars 2016	28,9	-30,4 %	-0,8 %
	Cumul (millions d'euros)	Cumul mars	88,9	-	+39,7 %
Demandeurs d'emploi (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS)	Mars 2016	136 760	-1,3 %	+0,9 %

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

			Données brutes	Glissement mensuel	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	Mars 2016	157 487	+28,7 %	+1,3 %
	Cumul	Cumul Mars	501 019	-	+1,3 %
Fréquentation des hôtels classés (Insee)	Nombre de nuitées	4 ^e trimestre 2015	324 800	+35,1 %	+14,4 %
	Cumul	Cumul décembre	1 025 100	-	+11,0 %
Construction (Douanes / CERBTP / Caisse des congés payés du BTP)	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers d'euros)	Mars 2016	3 930	-	+3,3 %
	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers de tonnes)	Mars 2016	60,1	-	-9,6 %
	Effectifs salariés du BTP	Mars 2016	16 483	+1,5 %	+2,9 %

L'emploi augmente et le chômage recule en 2015

En 2015, 86 800 personnes sont au chômage à La Réunion, soit 7 400 de moins qu'en 2014. Le taux de chômage au sens du Bureau international du travail s'élève à 24,6 % de la population active, en baisse de 2,2 points en un an. Cette baisse concerne principalement les hommes. La Réunion reste toutefois le département le plus touché par le chômage. Au-delà de la définition stricte du chômage, 58 200 personnes sont inactives mais souhaitent travailler.

Par ailleurs, le taux d'emploi des Réunionnais en âge de travailler augmente de 1,2 point et atteint 47,1 %. Il reste largement inférieur à celui de la France hors DOM (64,3 %).

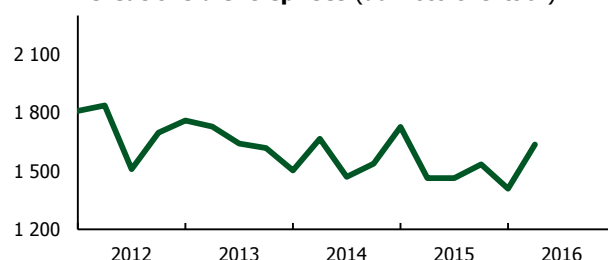
La publication est disponible sur le [site de l'Insee](http://site.de.l'Insee).

Hausse des créations d'entreprises au 1^{er} trimestre 2016

Les créations d'entreprises repartent à la hausse avec +16,2 % (données CVS-CJO¹) au premier trimestre 2016 par rapport au dernier trimestre 2015. Cette hausse concerne tous les secteurs d'activité, en particuliers les services et le commerce où la progression est la forte : Ces deux secteurs générant plus de huit créations sur dix.

Toutes les formes juridiques et plus particulièrement les entreprises individuelles sont concernées par cette augmentation. En France entière, le nombre de nouvelles entreprises s'inscrit également en hausse (+5,4 %)

L'étude est disponible sur le [site de l'Insee](http://site.de.l'Insee).

Créations d'entreprises (données CVS-CJO¹)

¹ Données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables
Source : Insee - Sirene

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

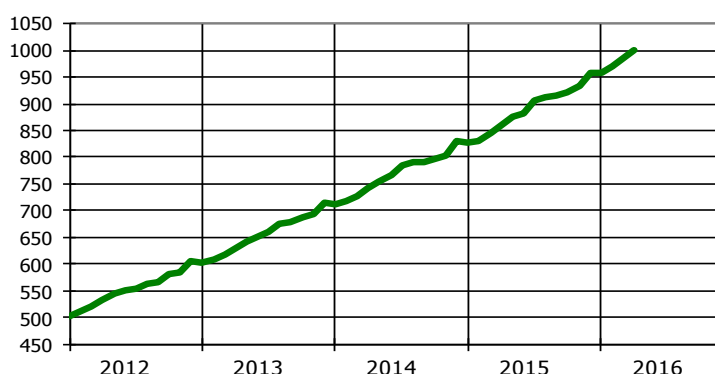
Les émissions nettes cumulées de billets

En avril 2016, les émissions nettes cumulées de billets ont augmenté de 15,8 millions d'euros, après une hausse de 13,6 millions le mois précédent. Elles s'établissent à 999,4 millions d'euros, soit une progression annuelle de 16,0 %.

Le nombre de billets émis en mars est constitué à 69,0 % par la coupure de 50 € (qui représente 63,4 % de la valeur globale de l'émission nette de billets).

La hausse de l'émission nette ayant été plus marquée en nombre qu'en valeur, la valeur moyenne du « billet circulant » dans l'île s'est donc dépréciée de 15 centimes pour s'établir à 54,45 € au 30 avril 2016.

Émissions nettes cumulées de billets (en millions d'euros)

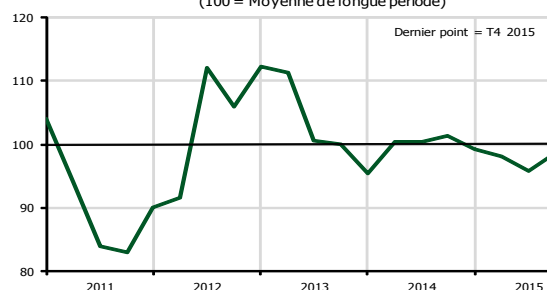


Source : IEDOM

L'économie de Mayotte en 2015 : un manque de visibilité qui pèse sur le développement

L'IEDOM Mayotte a publié la note expresse de conjoncture « *L'économie de Mayotte en 2015 : un manque de visibilité qui pèse sur le développement* ». Outre l'évolution de la conjoncture économique, du climat des affaires et des principaux indicateurs macroéconomiques, la note présente également une analyse de l'activité sectorielle et bancaire en 2015, et formule des perspectives pour l'année 2016.

[La note expresse conjoncture est disponible sur le site de l'IEDOM.](#)

Indicateur du climat des affaires à Mayotte
(100 = Moyenne de longue période)

Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

BRÈVES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES

Application de la loi sur l'économie sociale et solidaire

Le 6 avril, le ministre de l'Économie et le secrétaire d'État chargé du commerce ont présenté une ordonnance relative à l'application de la loi sur l'économie sociale et solidaire à Mayotte. Très attendue par les acteurs socio-économiques de l'île, cette mise en place, qui aligne Mayotte sur le droit commun dans ce domaine, va permettre le développement de nouvelles activités à travers la création de structures telles que la chambre pour l'économie sociale et solidaire, l'instauration du statut d'entreprises solidaire d'utilité sociale ou encore la simplification des règles applicables aux coopératives. Ces nouvelles mesures élargissent le champ des possibilités aux entreprises éligibles afin d'obtenir des aides publiques, des fonds européens et des emprunts dédiés. Avec l'application de cette loi, qui permettra désormais une mise en place complète et effective à Mayotte de la loi Hamon du 31 juillet 2014 sur l'économie sociale et solidaire, il est espéré la création de 150 entreprises de l'économie sociale et solidaire dans les trois prochaines années.

Comparés à la Métropole, les prix à Mayotte sont plus élevés de 6,9 %

Pour la première fois à Mayotte, l'INSEE a mené une enquête de comparaison spatiale des prix en 2015, permettant ainsi à l'île de rejoindre le dispositif déjà en vigueur dans les autres DOM. Cette enquête consiste à comparer, entre différents territoires, les prix de paniers de produits et services représentatifs de la consommation des ménages. Toutefois, la comparaison est plus difficile à Mayotte car la structure de consommation des ménages est encore éloignée de celle constatée en Métropole (par exemple, l'alimentation pèse plus à Mayotte). L'écart de prix mesuré entre Mayotte et la France métropolitaine atteint 6,9 % (hors loyers). Cette différence résulte de deux visions des modes de consommation. Consommer le panier moyen mahorais en Métropole coûte 2,0 % plus cher. À l'inverse, si un ménage métropolitain effectue ses achats habituels à Mayotte, il dépense 16,7 % de plus qu'en Métropole. Pour acheter les mêmes produits alimentaires, il doit même payer 42,0 % plus cher. Les communications et la santé sont également plus coûteuses à Mayotte tandis que le coût du transport est proche de la Métropole. En revanche, certains services, comme l'eau et l'électricité, sont moins chers sur le territoire de Mayotte.

[Pour de plus amples informations, consulter la note sur le site de l'INSEE.](#)

Un tiers de la production agricole mahoraise disparaît

Le service statistique de la Direction de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DAAF) a publié une étude sur la production agricole mahoraise, dans laquelle les agriculteurs interrogés déclarent perdre un tiers de leur production. En effet, si 44,0 % des productions sont vendues et 23,0 % autoconsommées, la part des productions qui disparaissent est estimée à 33,0 %. Le principal fléau de ces pertes réside dans le vol des produits. Les fruits sont les plus concernés, principalement les litchis, goyaves, mangues et grenadilles, pour lesquels les producteurs estiment en perdre 58,0 à 71,0 %. Les cultures vivrières (banane, manioc, fruit à pain, coco), dont 40,0 à 60,0 % sont autoconsommées, sont également touchées, avec des pertes non négligeables qui peuvent aller de

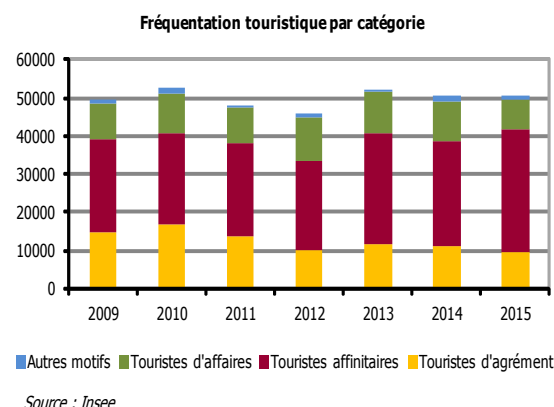
28,0 à 41,0 %. Les pertes de production affectent 83,3 % des exploitants, dont 70,0 % déclarent subir des pertes dues au vol. Cette cause coûterait environ 22,0 millions d'euros par an aux agriculteurs mahorais.

[Pour de plus amples informations, consulter la note sur le site de la DAAF.](#)

La fréquentation touristique à Mayotte stagne en 2015

L'INSEE a publié les chiffres de la fréquentation touristique à Mayotte en 2015. Avec 50 700 touristes, le nombre de visiteurs reste stable par rapport à 2014. La grande majorité des touristes arrivent de France métropolitaine (57,0 %) ou de La Réunion (36,0 %). La fréquentation touristique se maintient grâce au tourisme affinitaire, motivé par la visite de proches (+17,0 %). Cette hausse compense la baisse du tourisme d'affaires (-29,0 %) et du tourisme d'agrément, dont le principal objectif est la découverte de Mayotte (-13,0 %). Seulement 21,0 % des visiteurs séjournent dans des hôtels, des gîtes ou des chambres d'hôtes. L'hébergement marchand pâtit en 2015 de la baisse du nombre de touristes d'affaires et d'agrément. Les touristes restent en moyenne 26 jours à Mayotte en 2015, comme en 2014. Ils restent en revanche une semaine de plus (33 jours) lorsqu'ils viennent voir des proches. Les dépenses des touristes augmentent légèrement en 2015 (+2,0 %), portées par celles des touristes affinitaires qui progressent en moyenne par rapport à 2014. Malgré un réel attrait touristique, le rapport qualité/prix à Mayotte est de nouveau pointé du doigt.

[Pour de plus amples informations, consulter la note sur le site de l'INSEE.](#)



PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Prix (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation		mars-16	118,3	0,4%	0,1%
	base 100 en déc. 2006					
Chômage (source : Pôle Emploi)	Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A		déc.-15	11 547	0,1%	12,9%
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Importations (en milliers d'euros)	mensuelles	déc.-15	47 149	22,9%	32,7%
	(hors hydrocarbures)	cumulées	déc.-15	496 069	-	5,5%
	Exportations (en milliers d'euros)	mensuelles	déc.-15	466	-29,5%	27,3%
		cumulées	déc.-15	8 107	-	12,0%
	Taux de couverture	mensuel	déc.-15	0,99%	-0,73 pt	-0,04 pt
		cumulé	déc.-15	1,63%	-0,07 pt	0,10 pt

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Trafic aéroportuaire (Source : Aéroport de Mayotte)	Mouvements d'appareils ⁽¹⁾	mensuels	déc.-15	708	60,9%	15,3%
		cumulés	déc.-15	5 579	-	-0,4%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels	déc.-15	29 374	60,0%	-0,7%
		cumulés	déc.-15	303 197	-	0,7%
	Fret et envois postaux (en tonnes) (départs)	mensuels	déc.-15	23,2	-7,4%	18,5%
		cumulés	déc.-15	318,3	-	-7,1%
BTP (Source : Douanes)	Importations de ciment ⁽²⁾ (en tonnes)	mensuelles	déc.-15	16 383	775,8%	848,5%
		cumulées	déc.-15	99 012	-	29,2%
Electricité (Source : EDM)	Nombre d'abonnés (cumul)		déc.-15	41 832	0,3%	2,8%
	Consommation ⁽³⁾ (en Mwh)	cumulée	déc.-15	288 942	-	5,6%
Hydrocarbures (Source : TOTAL)	Consommation (en milliers de litres)	mensuelle	déc.-15	12 086	7,2%	5,2%
		cumulée	déc.-15	129 059	-	5,8%
Automobile (Source : Préfecture)	Immatriculations de véhicules neufs	mensuelles	déc.-15	304	57,5%	33,9%
		cumulées	déc.-15	2 742	-	4,7%
	Immatriculations de véhicules d'occasion	mensuels	déc.-15	484	11,3%	-42,7%
		cumulées	déc.-15	6 381	-	-32,7%
Poissons d'élevage (Source : Douanes)	Exportations :					
	- en tonnes	mensuelles	déc.-15	0,7	-20,0%	-76,0%
		cumulées	déc.-15	17,3	-	19,4%
	- en milliers euros	mensuelles	déc.-15	6,6	-20,7%	-76,8%
		cumulées	déc.-15	167,1	-	11,4%

(1) : Toute entrée ou sortie de navire ou d'avion représente un mouvement

(2) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

(3) : Données consolidées à pas trimestriel depuis fin 2011. Les informations mensuelles ne sont plus disponibles.

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	taux	date d'effet
Taux de la facilité de prêt marginal	0,00%	16/03/2016
Taux de la facilité de dépôt	0,25%	16/03/2016
	-0,40%	16/03/2016

Taux d'intérêt légal 1er semestre 2016 - JORF du 27/12/2015

Créances de personnes physiques (Hors besoins professionnels) :	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
	4,54%	0,75%	0,75%	1,25%	1,50%
Autres cas :	1,01%				0,50%

* hors prime d'Etat

Taux d'intérêt fin de mois - EONIA

Janvier	Février	Mars	Avril	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
-0,2280%	-0,2270%	-0,3030%	-0,3330%	-0,3440%	-0,2510%	-0,1410%	-0,0120%

Taux moyen mensuel des emprunts d'État à long terme (TME)

Janvier	Février	Mars	Avril	Janvier	Février	Mars	Avril
0,90%	0,65%	0,56%	0,50%	1,10%	0,85%	0,76%	0,70%

Taux d'intérêt fin de mois - EURIBOR

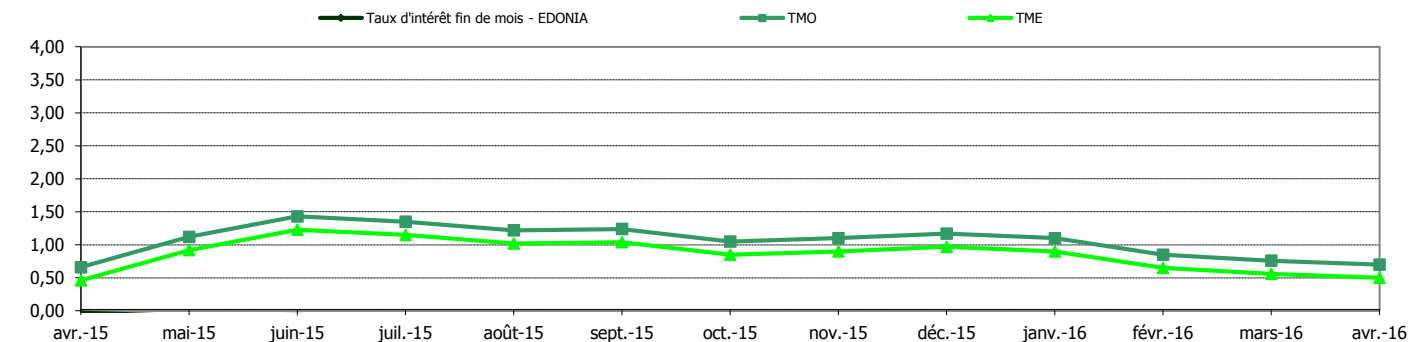
Taux moyen mensuel des obligations d'État (TMO)

Taux de l'usure (seuils applicables au 1^{er} avril 2016)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers			
Prêts à taux fixe	4,05%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,17%
Prêts à taux variable	3,55%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	2,92%
Prêts-relais	4,25%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	3,33%
Autres prêts		Découverts en compte	13,37%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 3 000 euros	20,05%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	2,73%
Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros	13,20%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros	7,63%	Découverts en compte	13,37%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

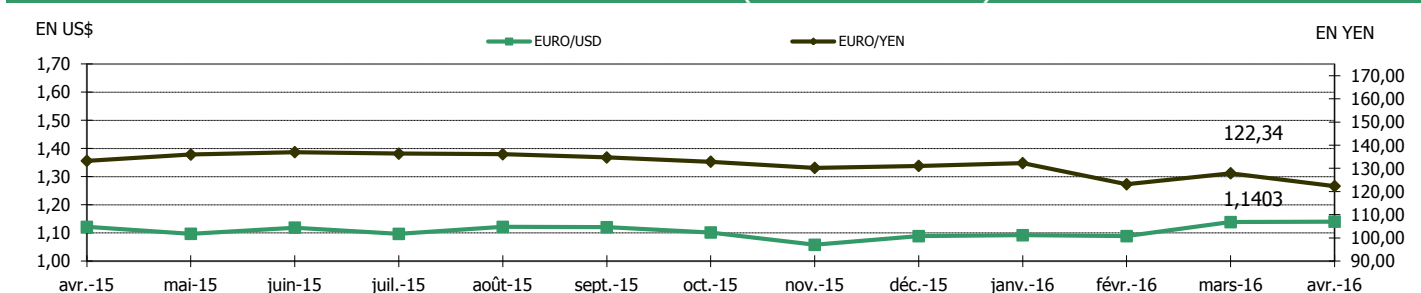
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (États-Unis)	1,1403	EURO/ZAR (Afrique du Sud)	16,1567	EURO/SRD (Surinam)	6,5282
EURO/JPY (Japon)	122,3400	EURO/BWP (Botswana)	12,1379	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,0507
EURO/CAD (Canada)	1,4286	EURO/SCR (Seychelles)	15,6183	EURO/DOP (Rép. Dom.)	52,463
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,7803	EURO/MUR (Maurice)	40,0391	EURO/BBD (La Barbade)	2,2879
EURO/SGD (Singapour)	1,5311	EURO/BRL (Brésil)	3,9738	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	7,4805
EURO/HKD (Hong-Kong)	8,8466	EURO/VEF (Vénézuéla)	11,4254	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	3669,0175	EURO/XCD (Dominique)	3,0887	EURO/FC (Comores)	491,96775

Évolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur et responsable de la publication : H. GONSARD

Éditeur : IEDOM - 164, rue de Rivoli - 75001 Paris

Achevé en mai 2016 - Dépôt légal : mai 2016 - ISSN 2427-9781 (en ligne)